AVIS DE MARCHÉ FNS

Mode de passation

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : Non

Type de procédure : *P*rocédure adaptée ouverte

L'avis implique : l'établissement d'un accord-cadre

Identification de l'organisme qui passe le marché

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :

Communauté des Communes Giennoises
3 Chemin de Montfort
BP 50114
45503 GIEN CEDEX

A l'attention de : Madame Laurence BRETON
Tél : 02 38 29 80 05
Courriel : mairie.marches@gien.info
Code d'identification national : 24450021100127
Adresse internet(U.R.L) : http://www.cc-giennoises.fr/

Adresse internet du profil d'acheteur : ***http://commandepubliquegien.marcoweb.fr/***

Le pouvoir adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs : Non

Département de publication : 45

Type d'activité

Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur :

- Services généraux des administrations publiques

Description du marché

Objet du marché :

Réalisation, création et hébergement d'un site internet de territoire avec pages type « mini-sites » et d'un portail citoyen

- Informatique (prestations de services)

Code NUTS : FR246

Classification CPV :

Code principal	Description
72000000	Services de technologies de l'information, conseil, développement de logiciels, internet et appui

Caractéristiques principales

Prestations divisées en lots : Oui

Caractéristiques principales :

Forme de marché : à bons de commande avec maximum.

Attribution d'un accord-cadre pour chaque lot.

Renseignements relatifs aux lots

Possibilité de présenter une offre : Pour un ou plusieurs lots.

Détail des lots

Lot n°: 1
Description succincte : Conception, réalisation et hébergement d'un site internet de territoire
Etendue ou quantité :
Période initiale (euros HT): Max 500,00

Lot n°: 2
Description succincte : Déploiement d'un portail citoyen

Conditions relatives au marché

Cautionnement et garanties exigés :

Aucune clause de garantie financière prévue.

Aucune garantie financière prévue en contrepartie du versement de l'avance.

Modalités de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent :

Prestations réglées par un prix global forfaitaire

Prix actualisables.

Avance de 5.0 % accordée dans les conditions prévues au contrat.

Délai global de paiement des prestations de 30 jours.

Modalités de financement des prestations : Ressources propres de la Collectivité.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire de l'accord-cadre.

L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières :

Début d'exécution de l'accord-cadre à compter de la date de notification du contrat.

Unité monétaire utilisée : L'euro

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : - français

Conditions de participation

Situation juridique - références requises :

Le formulaire DC1 (signé par tous les membres en cas de groupement);
Pouvoirs habilitant la personne à engager la société;
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail;
Le formulaire DC2 (chaque membre d'un groupement doit fournir le(s) DC2) ;
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire;
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner;

Capacité économique et financière - références requises :

Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels;
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles;
Le relevé d'identité bancaire;

Référence professionnelle et capacité technique - références requises :

Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat;
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat;
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;

La prestation est réservée à une profession particulière : Non

Justifications

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : Non

Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse, appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous (avec leur pondération) :

Lot 1 :
1 - Méthodologie proposée : 50.0%
    1 - Méthodologie proposée / Adéquation du produit proposé aux besoins de la CDCG : 50.0%
    1 - Méthodologie proposée / Outils de périmètre fonctionnel : 50.0%
2 - Prix des prestations : 30.0%
    2 - Prix des prestations / Investissement : 80.0%
    2 - Prix des prestations / Fonctionnement : 20.0%
3 - Sécurité, accessibilité, protection des données (utilisateur, administrateur) : 20.0%

Lot 2 :
1 - Méthodologie proposée : 50.0%
    1 - Méthodologie proposée / Adéquation du produit proposé aux besoins de la CDCG : 50.0%
    1 - Méthodologie proposée / Outils de périmètre fonctionnel : 50.0%
2 - Prix des prestations : 30.0%
    2 - Prix des prestations / Investissement : 80.0%
    2 - Prix des prestations / Fonctionnement : 20.0%
3 - Sécurité, accessibilité, protection des données (utilisateur, administrateur) : 20.0%

Conditions de délai

Date limite de réception des offres : 15/03/2017 16:00

Délai minimum de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice

Numéro de la consultation : 1 006 17 006

Conditions de remise des offres ou des candidatures

La candidature est présentée soit sous la forme des formulaires DC1 et DC2 (disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.), soit sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (DUME).
Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des plis par voie électronique. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

Renseignements complémentaires :

Dématérialisation de la procédure :

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur.

En revanche, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) n'est pas autorisée.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.
La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) est également autorisée.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.
Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites prévues.

Si un nouveau pli est envoyé par voie électronique par le même candidat, celui-ci annule et remplace le pli précédent.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.
Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : zip, .xls, .doc, .pdf, .txt, .dwg, .jpg, .ppt, .html
Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (**) du RGS.
Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.
Après attribution, l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.
Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Adresses complémentaires

Adresse d'obtention des renseignements d'ordre technique :

Communauté des Communes Giennoises

3 Chemin de Montfort
BP 50114
45503 GIEN CEDEX

A l'attention de : Monsieur Mickael COEUR
Tél : 02 38 29 85 56
Courriel : mickael.coeur@cc-giennoises.fr
Adresse internet(U.R.L) : http://www.cc-giennoises.fr/

Adresse d'obtention des renseignements d'ordre administratif :

Communauté des Communes Giennoises

3 Chemin de Montfort
BP 50114
45503 GIEN CEDEX

A l'attention de : Madame Delphine HOURCADETTE
Tél : 02 38 29 80 14
Télécopie : 02 38 29 32 66
Courriel : juridique@cc-giennoises.fr
Adresse internet(U.R.L) : http://www.cc-giennoises.fr/

Adresse d'obtention des documents :

Communauté des Communes Giennoises

3 Chemin de Montfort
BP 50114
45503 GIEN CEDEX

A l'attention de : Madame Delphine HOURCADETTE
Tél : 02 38 29 80 14
Télécopie : 02 38 29 32 66
Courriel : juridique@cc-giennoises.fr
Adresse internet(U.R.L) : http://www.cc-giennoises.fr/

Procédures de recours

Instance chargée des procédures de recours :
Tribunal Administratif d'Orléans
28 rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS CEDEX 1

Adresse internet(U.R.L) : http://www.orleans.tribunal-administratif.fr/